

de l'activité



Depuis le début de la crise sanitaire, l'heure est à la mobilisation de tous contre l'épidémie. Cette crise pandémique meurtrière est une des premières secousses d'un séisme dévastateur qui s'annonce avec la crise économique à venir, ses inévitables frictions sociales, mais aussi avec les changements climatiques, pics de pollution, canicule ou tempête qui mettront régulièrement à mal nos modes de vie et de transport.

Deux options s'offrent à nous :

tenter de reprendre « la vie d'avant » régentée par les ordonnances liées à la « loi d'urgence » qui nous renvoient au 19ème siècle en liquidant le code du travail, les congés estivaux, les 35 heures hebdomadaires, le repos dominical et instaure, à terme, un salaire de subsistance à la population pour engraisser une caste minoritaire d'ultrariches dont les richesses accumulées s'évaporent dans les paradis fiscaux...

Ou

- réinventer le travail en y associant davantage de droits sociaux (sans qu'il s'agisse d'un effet d'aubaine pour accroitre l'activité ou réduire les effectifs). Réinventer le travail pour relocaliser nos emplois dans les sites industriels afin de mieux maitriser les risques et les transferts de compétences clés. Réinventer le travail pour profiter pleinement de l'apport des nouvelles technologies informatiques afin de diminuer massivement notre emprunte C02 en réduisant nos transports. Réinventer le travail en permettant aux salariés de s'éloigner des centres villes, devenus inabordables, pour profiter de davantage de confort et d'un meilleur équilibre vie familiale/vie professionnelle.

FO opte évidemment pour la 2ème option. Les salariés d'EDF en métropole et dans les territoires insulaires ont, encore une fois, prouvé qu'ils étaient toujours présents pour assurer nos missions de services publics que ce soit en présentielle sur les sites industriels, en travail à domicile ou encore en restant confinés pour ne pas propager l'épidémie.

Ne gâchons pas tous ces efforts en remettant massivement, précipitamment et sans cohérence les salariés sur sites à partir de la mi-mai. Pour FO, il faut concentrer nos efforts jusqu'à l'été pour permettre à nos collègues, qui sont à domicile sans possibilité de télétravailler de revenir progressivement sur leurs sites dans les conditions optimums de sécurité avec toutes les protections nécessaires et environnements de travail adaptés, afin de circonscrire les risques de contamination. Il est impératif d'encadrer strictement et de soutenir le management local dans la mise en œuvre des plans de relance d'activité afin d'assurer le maximum d'homogénéité et de cohérence dans les métiers techniques et mais aussi dans les métiers tertiaires.

Pour les activités tertiaires, supports et commerciales, il est nécessaire que le télétravail soit maintenu jusqu'en septembre avec, si besoin, quelques journées sur sites pour maintenir le lien social et assurer la maintenance informatique du matériel. Ce temps doit être mis à profit pour définir une nouvelle organisation du travail et des environnements de travail adaptés à la protection de l'humain et à son activité.

Pour FO il est donc exclu que les salariés reviennent dans des plateaux d'open space qui se révèlent improductifs, incubateurs de risques psychosociaux et lieux de propagation de virus par excellence. Il est aussi exclu que les salariés fassent des horaires trop décalés et finissent à 22 heures « sur la base du volontariat » pour permettre la distanciation sociale! Contre l'avis des représentants du personnel, la direction a voulu économiser les mètres carrés en décloisonnant à l'extrême, vous avez maintenant quelques mois pour revoir en profondeur les environnements de travail sous l'angle « santé et humain ».



Le « monde d'après » ne doit pas reconduire les errements néolibéraux dont les conséquences sont des centaines de milliers de morts du Covid 19 et les centaines de millions de chômeurs et de vies brisées qui feront suite à la crise économique majeure qui se prépare et qui viendront allonger ce sinistre décompte.

Le « monde d'après »doit bâtir ses fondations sur la cohésion sociale, les services publics, une redistribution plus juste des richesses produites via la revalorisation du travail ainsi que le respect et la protection de notre environnement.

Pour nos salariés, nos clients et pour la sécurité de notre pays, le monde d'après doit mettre fin à une logique mercantile débridée qui conduit systématiquement à nationaliser les pertes et privatiser les profits et concrétiser sans retard la renationalisation d'EDF en Etablissement Public Industriel et Commercial!

